

Faut-il abandonner l'Afrique à son sort ?

Guy DESCHARD

Il existe une sérieuse polémique entre les africanistes opposés à l'aide internationale en Afrique, et ceux qui en sont, au contraire, de fervents partisans.

Les premiers avancent que cette aide « occidentale » n'est pas adaptée à la réalité africaine et qu'elle est sans effet. Voyons en quoi consiste l'essentiel de leur argumentaire.

Au cours des dernières années les exportations agricoles africaines se sont effondrées. A l'heure actuelle plus 150 millions d'africains survivent grâce à l'aide alimentaire. L'Afrique d'aujourd'hui absorbe à elle seule la moitié de l'aide alimentaire mondiale.

Dans les années 50/60 l'Asie était le continent des famines alors que l'Afrique coloniale mangeait encore à sa faim. Depuis, la situation s'est complètement inversée... pour ne prendre que le seul exemple de la Corée du sud et du Ghana qui, en 1960 avaient strictement le même poids économique. On voit bien ce qu'il en est aujourd'hui. Un constat qui amène ces africanistes à dire que l'Afrique n'a pas su profiter de l'aide internationale, que l'argent qui lui a été consacré a été dépensé n'importe comment quelles qu'en soient les raisons. L'incompétence des gouvernements africains est prioritairement montrée du doigt. L'aide alimentaire aurait plutôt encouragé la corruption, elle aurait largement favorisé l'exode rural et permis d'introduire de nouvelles habitudes alimentaires venues d'ailleurs (d'où l'obligation d'importer ces produits). Pour ces africanistes, cette aide est donc inutile et même néfaste.

Ils font remarquer que les asiatiques ont su aménager les sols, alors que les africains n'ont eu recours à aucun moment à l'innovation. Pour ces anti-coopérants, les africains ont joué la carte de l'attentisme en prétextant que le nord avait une dette morale à leur égard et qu'il restait leur obligé en raison de son pillage colonial. Pour ces tenants d'un retrait de l'aide à l'Afrique ce sont là les principaux ingrédients qui, depuis un demi siècle, entrent dans la composition de la crise africaine: un état d'esprit fataliste, une exigence de réparation du préjudice causé, d'incessants reproches au nom d'un passé douloureux, une mise en accusation des pays industrialisés et un refus de toute autocritique.

Depuis les années 80 on a assisté à une chute vertigineuse et constante du revenu par habitant et à une multiplication de la dette sur le long terme. La perte de parts de marché à l'international a eu des conséquences dramatiques dans la mesure où il a fallu la compenser par une augmentation du volume des exportations agricoles, ce qui, a mécaniquement provoqué une baisse des cours, notamment pour le cacao et le café: une spirale infernale et sans issue. Contrairement au continent asiatique, le continent africain a été totalement délaissé par les investisseurs dans la mesure où son instabilité politique permanente ne laissait envisager qu'un avenir morose.

Dix ans après l'indépendance des pays d'Afrique, les exportations ont commencé de chuter tandis que la population continuait de croître. Depuis, l'Afrique n'a cessé de perdre des marchés internationaux, exception faite celui du pétrole. Ses produits-phares ont plongé (cacao, café, huile de palme, arachide, coton, bois, sucre ...). Même chose pour les minéraux, minerais et métaux. Ce sont aujourd'hui des dizaines de pays qui n'ont pratiquement aucune existence commerciale et qui, selon ces anti-coopérants, ne vivent que de « charité internationale ».

Ils accusent encore l'Occident d'avoir voulu parachuter sur le continent africain une culture occidentale de nature individualiste et universaliste, une culture qui s'oppose donc à la réalité culturelle de l'Afrique, laquelle est essentiellement communautaire et cloisonnée. On ne transpose pas impunément, disent-ils, un système d'un continent à l'autre en occultant la réalité du terrain. Dans l'Afrique précoloniale, le pouvoir traditionnel appartenait le plus souvent à des minorités respectées par les majorités soumises. Au Rwanda par exemple, 20% de la population formée par les Tutsi ont dominé durant cinq siècles 80% de la population formée par les Hutus. Nous connaissons la suite. Cet ordre « naturel » permettait à l'Afrique d'y trouver son équilibre social. Par conséquent, tout le contraire du modèle occidental. Ils accusent donc les occidentaux d'avoir poussé les africains à adopter un modèle démocratique inadapté et, ce faisant, d'avoir favorisé des guerres tribales et ethniques sur fond de conquête du pouvoir. Cet aveuglement à vouloir imposer le modèle démocratique occidental aurait favorisé l'ethnisme. C'est donc au nom d'un concept importé qu'aurait été ruiné un édifice politique séculaire, avec pour conséquence une instabilité politique endémique des pays d'Afrique. Depuis 1960, c'est-à-dire en l'espace d'un demi-siècle, on recense en Afrique 80 coups d'Etat ou, si l'on préfère, un coup d'Etat tous les 18 mois en moyenne. Cette situation unique au monde explique parfaitement le peu d'enthousiasme des investisseurs à s'y risquer.

Pour ces tenants de la décoopération, la conclusion est claire : l'aide occidentale aux pays d'Afrique est en parfait décalage avec leurs réalités historiques et culturelles et, par conséquent, totalement inefficace. Selon eux, et en toute logique, il est inutile de continuer de gaspiller argent et énergie si c'est pour connaître à chaque fois le drame du mythe de Sisyphe. Pour ces gens-là, il est nécessaire de « décrocher » afin de responsabiliser les africains et permettre ainsi aux équilibres naturels de se recréer.

Tous les modèles que l'Occident a voulu parachuter en Afrique ont échoué... socialisme, tiers-mondisme, libéralisme ... c'est donc bien que l'Afrique reposerait sur d'autres bases que les nôtres. Le principal problème de l'Afrique ne serait pas d'ordre économique. Il serait avant tout d'ordre culturel. Nous sommes face à un problème d'incompatibilité des cultures.

Cependant, lorsqu'on aborde le sujet du développement africain rien n'est pire que de trancher dans le vif sans la moindre nuance. Il n'y a pas d'un côté les « bons » et de l'autre les « méchants », il n'y a pas d'un côté le « pour » et de l'autre le « contre », il n'y a pas d'un côté les « oui-oui » et de l'autre les « non-non » ... il y a du « bon » et du « moins bon », il ya du « pour » et il y a du « contre », il y a des « oui » et des « non », il y a des « oui » et des « mais », il y a des « non » et des « mais ». Il y a aussi de nombreuses questions qui n'ont pas encore trouvé de réponses.

Si certains arguments de ces anti-coopérants se révèlent pertinents (inutile de se voiler la face si l'on veut avancer), leur vision n'en reste pas moins extrêmement pessimiste et, parfois même, assez peu objective. Ils dressent par exemple un bilan économique cataclysmique de l'Afrique sans entrer dans le détail et en oubliant de mentionner les pays dont la réussite économique est indéniable. C'est le cas de l'Afrique du sud par exemple, mais aussi celui du Ghana. Ils ne disent pas davantage que le taux de croissance économique de bien des pays d'Afrique est supérieur à celui de bon nombre de nations occidentales d'aujourd'hui. L'échec ne serait donc pas aussi complet qu'ils le prétendent.

Quand ils parlent de surpopulation ils ne disent pas davantage où elle sévit et pourquoi elle sévit. Cette surpopulation n'a qu'une cause : un défaut de bonne gouvernance. L'Afrique souffre en effet de surpopulation non pas en regard d'un espace vital trop restreint, mais en raison d'un développement déséquilibré au plan géographique. Elle souffre encore d'une incapacité à développer une agriculture suffisante et d'une

incapacité à mettre en œuvre les infrastructures essentielles. Elle souffre enfin d'une incapacité à développer suffisamment le secteur de l'emploi. Ces questions une fois résolues, la problématique de la surpopulation ne se pose plus.

Quand ils parlent de conflits tribaux, ils omettent de préciser que seuls 20% des pays d'Afrique sont concernés par le sujet. Quand ils parlent de démocratie inadaptée en Afrique, ils ne voient peut-être pas que dans de multiples sociétés traditionnelles africaines l'autorité suprême est détenue par un « conseil des sages » ou « conseil des anciens », et non par le chef de village ... ce qui n'est pas si éloigné de nos schémas démocratiques. Quand ils présentent une Afrique précoloniale composée d'une multitude de petites chefferies et caractérisée par un puzzle ethnique ultra complexe, ils oublient de nous parler des empires du Ghana, du Mali, du Congo, du Zimbabwe et d'autres. Quand ils parlent de guerres permanentes en Afrique, posent-ils la question de savoir si bon nombre d'entre elles ne seraient pas téléguidées par des multinationales afin de maintenir leurs intérêts par « complicité » interposée ? C'est seulement une question, bien sûr, mais elle mérite tout de même qu'on ne s'y dérobe pas.

Pour toutes ces raisons, comme pour d'autres qui relèvent davantage de l'éthique, faut-il vraiment abandonner l'Afrique à son sort ?